Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Perspectives économiques 2009-2010

Mars 2009

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Perspectives économiques 2009-2010

Mars 2009

Vue d'ensemble **3**

Résumé 5

Environnement international de la zone euro 8

L'activité en zone euro 12

L'évolution de l'économie française 16

Encadré : les mesures de soutien à l'économie française 19

Les aléas de la prévision 21

Retour sur les prévisions de croissance 2008 et 2009 ..... **23**

Évolution des finances publiques **27**

Tableaux prévisionnels **35**

Vue d'ensemble

Les prévisions économiques présentées dans ce document ont été finalisées à partir d'informations disponibles jusqu'au 27 février 2009.

Résumé

Il y a à peine quelque mois, la principale difficulté à laquelle était confrontée l'économie mondiale était celle d'une hausse exceptionnelle des prix de toutes les matières premières, au premier rang desquelles le pétrole, dont le prix réel en dollars a atteint un niveau sans précédent en juillet 2008. Cet environnement s'est brutalement transformé à l'automne avec l'amplification de la crise financière, amorcée aux États-Unis dès 2007, qu'a déclenchée la faillite de la banque d'affaires américaine *Lehman Brothers*. Cette crise s'est très rapidement propagée via des canaux multiples, financiers et commerciaux, et a initié une violente contraction de l'activité réelle en fin d'année. La durée et l'ampleur des effets de cette crise, sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, sont encore particulièrement incertaines.

La forte baisse du prix des actifs financiers et le durcissement des conditions de financement des économies ont en effet provoqué une diminution brutale de la demande intérieure dans les pays dont la croissance était fondée sur l'endettement et dont les agents sont très sensibles aux effets de richesse (États-Unis, Royaume-Uni, Espagne). Pour les pays dépendant au contraire de l'extérieur, c'est principalement la baisse des exportations qui a entraîné le reste de l'économie (Allemagne, Japon, Chine, pays émergents d'Asie, nouveaux États-membres de l'UE). Au Royaume-Uni et au Japon, la croissance a de plus été affectée par la dépréciation de la livre et l'appréciation du yen. Les pays d'Europe centrale et orientale hors zone euro ont de plus été soumis à de fortes tensions sur leurs devises.

Gouvernements et banques centrales se sont employés à restaurer la confiance sur les marchés financiers et à limiter les répercussions de la crise sur l'économie réelle. En particulier, les banques centrales ont procédé à des baisses historiques de taux d'intérêts, complétées par des politiques « non conventionnelles ». Les plans de relance de la demande annoncés par les gouvernements devraient soutenir la croissance dans le courant de l'année 2009. Parallèlement, la baisse très sensible de l'inflation consécutive à la chute du prix du pétrole et des matières premières depuis la fin de l'été 2008 devrait continuer à soutenir le pouvoir d'achat et la consommation.

Dans cet environnement international difficile et toujours très incertain, l'activité en France, après avoir bien résisté au 3ème trimestre 2008, a, comme chez ses partenaires, enregistré un repli brutal fin 2008. Par rapport à bien d'autres pays, la situation de son secteur financier et de son marché immobilier reste cependant moins dégradée.

La mise en œuvre des mesures de relance, centrées sur l'investissement des entreprises et la préservation de l'emploi, devrait soutenir la demande intérieure et amortir l'effet sur l'activité de la crise en 2009 puis favoriser un retour graduel à une situation

économique normale. L'évolution du PIB mesurée en moyenne annuelle serait de - 1,5 % en 2009, puis de + 1,0 % en 2010.

Ce scénario est sujet à des aléas beaucoup plus nombreux qu'à l'accoutumée qui tiennent au temps qui sera nécessaire pour renouer avec un fonctionnement normal des marchés financiers et du crédit, à la durée et l'ampleur à la baisse du retournement des marchés immobiliers, aux délais de mise en œuvre des différents plans de relance, enfin aux éléments récurrents d'incertitude que représentent les taux de change et les prix des matières premières[1].

Principaux résultats et hypothèses des Perspectives économiques 2009-2010

	2008	2009	2010
PIB en France	0,7	- 1,5	1,0
Demande mondiale de biens adressée à la France	2,3	- 8,6	0,6
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	2,8	0,4	1,4
États-Unis	1,1	- 1,9	0,6
Zone euro	0,8	- 2,1	0,4
Allemagne	1,0	- 3,0	0,8
Italie	- 1,0	- 2,3	0,0
Taux de change EUR/USD	1,47	1,32	1,32
Prix du baril de Pétrole (*brent*), en USD	97	43	43

(1) Le scénario s'appuie sur une hypothèse conventionnelle de gel du prix du baril de pétrole (*brent*) et des taux de change à leurs niveaux moyens observés en janvier 2009 (soit respectivement 43 USD et 1 €=1,32 USD).

Environnement international de la zone euro

Avant la faillite de la banque d'affaires américaine *Lehman Brothers* en septembre 2008, l'économie mondiale était confrontée à un important choc sur les prix du pétrole et des matières premières et aux premières conséquences de la crise financière amorcée lors de l'été 2007. Les effets de l'aggravation de la crise financière globale qui s'est manifestée à l'automne se sont très rapidement propagés à l'économie réelle dans le monde entier. La persistance de la crise financière, malgré les mesures prises par les pouvoirs publics, a suscité une chute du prix des actifs immobiliers et financiers et souvent incité les ménages et surtout les entreprises à différer leurs dépenses de consommation et d'investissement. Il en est résulté une contraction brutale de l'activité au quatrième trimestre 2008. Les mesures prises par les banques centrales et les plans de relance coordonnés mis en œuvre par les gouvernements contribueront à limiter et écourter l'ampleur de la crise en cours.

L'aggravation de la crise financière à l'automne a suscité une contraction brutale de l'activité à la fin de 2008 aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Japon.

Le retournement des anticipations sur le marché immobilier aux États-Unis remonte à l'été 2006. La hausse du taux de défaut des ménages sur les prêts hypothécaires s'est ensuite propagée aux autres investisseurs et a déclenché une crise financière dès l'été 2007, crise qui s'est brutalement aggravée avec la faillite en septembre 2008 de la banque d'affaires *Lehman Brothers*. L'aversion au risque de tous les agents a de nouveau considérablement augmenté et les institutions financières ont fortement réduit leur offre de crédit.

Cette crise financière s'est rapidement transmise à l'économie réelle via le processus de désendettement des ménages et des entreprises qui a altéré les comportements de consommation, d'investissement et de stockage. Elle s'est traduite aussi par des effets de richesse négatifs liés à la baisse des prix des actifs financiers et immobiliers. Au quatrième trimestre, l'activité économique américaine a reculé de 1,6 %. Sur la période janvier 2008 – février 2009, environ 4,4 millions d'emplois ont été détruits aux États-Unis. Le taux de chômage poursuit sa hausse : il s'établit à 8,1 % de la population active en février.

Le Royaume-Uni a été confronté à des chocs similaires. Les piliers de la croissance de la dernière décennie (accès facile au crédit, hausse des prix des actifs financiers et des biens immobiliers, chômage bas) qui avaient soutenu la demande intérieure ont

disparu avec la crise financière. La croissance de l'activité britannique s'est interrompue dès le deuxième trimestre 2008 et le retournement conjoncturel violent a laissé place à une récession, avec un recul du PIB de 0,6 % au troisième trimestre, puis de 1,5 % au quatrième trimestre 2008.

L'économie japonaise a échappé aux conséquences directes de la crise financière, les agents privés ayant à la suite de la crise des années 1990 procédé à l'assainissement de leurs bilans. Mais, dès le printemps 2008, les exportations japonaises ont subi le double effet de la baisse de la demande extérieure et de l'appréciation du yen (+ 37 % en termes effectifs entre août 2008 et janvier 2009) avec les conséquences induites sur la profitabilité des entreprises qui ont dû réviser en forte baisse leurs investissements. Le PIB n'a cessé de reculer depuis le deuxième trimestre de 0,9 %, puis de 0,6 % et enfin de 3,3 % au dernier trimestre 2008, en lien avec un effondrement très brutal des exportations.

Hors Chine et Inde, les pays émergents apparaissent en récession au seuil de 2009

Le ralentissement de l'activité en Chine est antérieur à la faillite de *Lehman Brothers* et résulte du resserrement monétaire engagé au printemps 2007 afin de lutter contre la surchauffe de l'économie. Ses effets se sont fait sentir dès la mi-2008. L'adoption de normes sociales et environnementales plus contraignantes a en outre suscité une hausse des coûts de production et des délocalisations. La crise financière, à partir d'octobre, s'est surtout manifestée via le fort ralentissement de la demande étrangère. Au total, la croissance en Chine est revenue de 13 % en 2007 à 9 % en 2008, avec un freinage de l'activité au quatrième trimestre très marqué, moins de 1 % en variation trimestrielle corrigée des variations saisonnières.

Les pays les plus ouverts de l'Asie émergente, dont l'activité est centrée sur la production de biens intermédiaires, sont ceux qui souffrent le plus de la chute de la demande mondiale. Au total, la croissance du PIB de l'Asie émergente (Chine et Inde compris) se situerait à 7 % en 2008 après 9,9 % en 2007.

La Russie, dont la croissance en 2008 aura été proche de 6 %, est affectée par la chute du cours des matières premières et un net durcissement des conditions de financement extérieur.

Les pays d'Europe centrale et orientale hors zone euro, dont la production industrielle est très intégrée à celle du reste de l'UE et dont les ménages s'étaient excessivement endettés en euros pâtissent en outre d'un reflux marqué des mouvements de capitaux et de tensions fortes sur leurs devises. La plupart d'entre eux sont entrés en récession industrielle au quatrième trimestre 2008.

L'activité mondiale pourrait se stabiliser en 2009 et s'orienter à la hausse en 2010

Aux États-Unis, la réaction des autorités à la dégradation de la situation macroéconomique a été vigoureuse. La FED conduit depuis décembre 2008 une politique de taux zéro accompagnée d'un assouplissement quantitatif qui a permis d'amorcer une détente sur le marché du crédit. La politique budgétaire est intervenue avec un léger retard, en lien avec la période d'élections à l'automne, et se traduit aujourd'hui par un plan de relance de près de 800 Mds USD dont la mise en œuvre est prévue pour s'étaler sur plusieurs années (hausse des dépenses publiques, baisse des impôts en faveur des ménages et des entreprises, soutiens ciblés aux ménages en difficulté) et un besoin de financement public multiplié par deux en un an qui atteindrait, en 2009 comme en 2010, 10 à 11 % du PIB.

Ces mesures permettraient de contenir l'ampleur de la récession à 1,9 % en 2009 et d'amorcer une reprise modérée de l'activité, 0,6 % en 2010, sous l'impulsion d'un redémarrage progressif de la consommation des ménages et d'une reprise graduelle de l'investissement résidentiel en cours d'année. L'économie américaine resterait confrontée à d'importants déséquilibres avec encore un déficit commercial de 3 % du PIB, un taux d'épargne des ménages, certes restauré à 6 % du RDB, mais une dette publique en forte hausse et un taux de chômage de 10 %.

L'inflation, négative en 2009 en raison de la baisse violente des prix de l'énergie au second semestre 2008, reviendrait en territoire positif en 2010 mais l'inflation sous jacente continuerait de diminuer tout en restant positive.

Au Royaume-Uni, la principale mesure de relance est une baisse temporaire jusqu'à fin décembre 2009 du taux de TVA visant à soutenir la consommation. En outre, le commerce extérieur bénéficie de la dépréciation de la livre. Malgré ces éléments, la récession serait profonde en 2009 (- 3,1 %) et durerait jusqu'à la mi-2010 en raison de l'ampleur des ajustements à effectuer en termes de désendettement et de prix de l'immobilier.

Au Japon, avec l'hypothèse du maintien du yen à un niveau très élevé et un recul très prononcé de la demande mondiale qui lui est adressée, la récession devrait se poursuivre tout au long de 2009. Les politiques budgétaire et monétaire sont contraintes par l'ampleur de l'endettement public et l'absence d'inflation sous-jacente alors que le taux directeur est déjà voisin de zéro. L'activité ne redémarrerait, en ligne avec la reprise de la demande mondiale, qu'à l'été 2010, très modestement. La récession japonaise en 2009 serait la plus importante des pays du G7 avec - 6,6 % et se prolongerait en 2010 avec - 0,6 %.

L'activité dans les principaux pays émergents en 2009 ralentirait fortement, voire, pour les plus ouverts au commerce mondial, enregistrerait une récession avant une

reprise modérée en 2010. En Chine, où la progression de la demande intérieure resterait soutenue à hauteur de 7 % grâce aux effets du plan de relance, la croissance ne serait cependant que de 5,5 % en 2009 puis de 7,6 % en 2010 en raison d'une contribution toujours très négative du commerce extérieur. La Corée, Hong-Kong, Singapour, Taïwan subiraient un recul plus marqué de l'activité que l'Inde et l'Indonésie, dont les économies sont davantage centrées sur leur marché intérieur.

Les pays d'Europe centrale et orientale hors zone euro seraient globalement en récession modérée tout au long de 2009. Leur croissance fortement tributaire des activités de sous-traitance devrait repartir en ligne avec la reprise de la demande mondiale en 2010.

En Russie, un soutien budgétaire actif et la dépréciation du rouble devraient soutenir l'activité sans garantie d'éviter une récession en 2009 qui précéderait une reprise très modérée en 2010.

Au total, la demande mondiale adressée à la zone euro, après sa très forte chute au tournant de l'hiver 2009 tendrait à se stabiliser à un bas niveau à l'été 2009 pour se redresser très graduellement au cours de 2010.

Principaux résultats du scénario international

Croissance en %	Poids (en %)*	2007	2008	2009 prév.	2010 prév.
États-Unis	7,9	2,0	1,1	- 1,9	0,6
Japon	1,4	2,1	- 0,7	- 6,6	- 0,6
Royaume-Uni	8,9	3,0	0,7	- 3,1	- 0,7
Asie hors Japon	6,7	9,9	7,0	3,4	6,4
dont Chine	2,2	13,0	9,0	5,5	7,6
PECO	8,1	5,4	3,2	- 0,4	2,5
Amérique Latine	0,8	5,7	4,6	1,1	3,0
Demande mondiale adressée à la zone euro		5,6	2,8	- 8,4	1,1
Commerce mondial		5,8	2,4	- 8,1	2,3
Prix du baril de pétrole (brent), en USD		73	97	43	43

* Part dans les exportations de biens de la zone euro (commerce intra et extra zone) en 2006 (source : Chelem).

L'activité en zone euro

Au 4ème trimestre 2008, la crise financière a précipité un recul sensible de l'activité.

Alors qu'aux États-Unis, l'activité montrait des signes de ralentissement début 2008, la zone euro a pu donner début 2008 le sentiment d'une certaine résilience avec une progression du PIB encore relativement élevée (0,7 % au 1er trimestre 2008).

Cette résistance ne s'est pas prolongée. Le 2ème trimestre a été marqué par un premier recul de l'activité (- 0,2 %) qui résultait de chocs extérieurs extrêmement défavorables : triplement des prix du pétrole et hausses très marquées des cours des matières premières, très forte appréciation de l'euro, dégradation de l'environnement international avec le ralentissement américain. Ces facteurs sont restés à l'œuvre. L'activité a enregistré un nouveau recul au 3ème trimestre (- 0,2 %).

L'exacerbation de la crise financière après la faillite de *Lehman Brothers* s'est traduite par un décrochage de l'activité sans précédent au dernier trimestre de l'année 2008 (- 1,5 %), lié notamment à des comportements de déstockage de très grande ampleur chez les entreprises qui ont été confrontées subitement à un assombrissement important de leurs perspectives d'activité. Au total, en moyenne sur l'année 2008, la croissance en zone euro a été de 0,8 % après 2,7 % en 2007.

En moyenne annuelle, l'activité reculerait en 2009 et avant de progresser, de façon contenue, en 2010.

L'action coordonnée de la BCE, qui a baissé ses taux directeurs, augmenté les liquidités disponibles et en a facilité l'accès, et des gouvernements, qui ont mis en place des plans de soutien aux banques, a dans l'immédiat amoindri les tensions existant sur les marchés interbancaires sans que ces derniers retrouvent encore un fonctionnement tout à fait normal. Les conditions de crédit restent resserrées tant pour les entreprises que pour les ménages et pèsent sur l'investissement et la consommation qui pâtissent par ailleurs de l'effort de désendettement engagé par les agents privés.

Ainsi, l'investissement reculerait fortement en 2009 (- 5,8 % après + 0,4 %) : la dégradation des perspectives d'activité conduit les entreprises à ajourner leurs plans d'investissement et à déstocker. La consommation privée se contracterait également en 2009 (- 0,3 % après + 0,5 %) : le recul de l'inflation et notamment du cours des matières premières ne compenserait pas les effets de la dégradation du marché du travail et, dans certains pays, les effets de richesse négatifs massifs liés à la baisse du prix de l'immobilier. La demande publique, soutenue par les plans de relance, est la seule composante de la demande intérieure qui resterait dynamique en 2009 (+ 1,8 %

après + 2,0 % en 2008). Elle prendrait donc le relais de la demande privée.

Sous l'effet du ralentissement de la demande mondiale, les exportations baisseraient notablement en 2009 (- 8,3 % après + 1,6 %) mais le franc recul de la demande intérieure se traduirait également par un fléchissement des importations (- 7,8 % après + 1,6 %) si bien que la contribution du commerce extérieur serait négative mais de faible ampleur en 2009.

Au total, le PIB reculerait de 2,1 % en 2009. Près de la moitié de ce recul s'expliquerait par la baisse de la demande intérieure hors stocks.

En 2010, les moteurs de la croissance resteraient encore un peu à la peine. La progression de la consommation privée serait amoindrie par la hausse du taux de chômage dans la zone euro. De même, l'investissement peinerait à repartir franchement du fait de perspectives d'activité encore modestes, la demande mondiale étant à peine stabilisée début 2010. Malgré une demande publique encore vigoureuse (+ 1,1 % après + 1,8 % en 2009), la demande intérieure marquerait le pas en 2010. Le PIB de la zone euro ne progresserait que de + 0,4 % en 2010.

En lien avec le ralentissement de l'activité, l'inflation totale baisserait et serait brièvement négative en 2009 en glissement annuel. L'inflation sous-jacente resterait positive.

Sous l'hypothèse d'une stabilisation des cours du pétrole à 43 USD le baril et d'un taux de change de 1,32 USD pour 1 €, l'inflation diminuerait sensiblement en 2009 : 0,3 % en moyenne annuelle après 3,3 % en 2008. Elle connaîtrait un point bas à la mi-2009 où, calculée en glissement annuel, elle serait temporairement négative en raison des effets de base liés aux prix énergétiques. L'inflation augmenterait ensuite jusqu'au début 2010 et s'établirait à 0,7 % en moyenne au cours de cette année. L'inflation sous-jacente, en lien avec le ralentissement de la demande intérieure, diminuerait tout au long de la période : de 1,8 % en 2008, à 1,4 % en 2009 puis 0,9 % en 2010, sans jamais devenir négative.

La croissance des coûts salariaux unitaires (CSU) ralentirait en 2009 (1,9 % après 3,2 %) : la baisse de la croissance de la productivité liée à un ajustement tardif de l'emploi serait plus que compensée par la décélération du salaire mensuel par tête (SMPT) causée par la diminution de l'activité et de l'inflation. En 2010, le SMPT continuant de ralentir et la productivité se redressant, les CSU reculeraient.

La récession dans les grands pays de la zone euro serait profonde en 2009.

En Allemagne, l'impact direct de la crise financière est jusqu'ici resté limité au seul secteur bancaire car les ménages et les entreprises n'ont pas d'excès d'endettement à résorber. La baisse de l'activité constatée en fin d'année 2008 et envisagée en

prévision provient essentiellement de l'effet très important de la baisse de la demande des principaux partenaires commerciaux de l'Allemagne sur l'investissement des entreprises, très soutenu au cours des trois dernières années. Le plan de relance vise à soutenir les points faibles de l'économie allemande : l'investissement en construction et la consommation des ménages. Cette dernière serait soutenue par les hausses de salaires passées et par la baisse de l'inflation. En moyenne annuelle, le PIB diminuerait de 3 % en 2009 et augmenterait de 0,8 % en 2010. Le besoin de financement des administrations publiques serait de 5,2 % du PIB en 2010.

En Italie, la crise financière a conduit à une forte contraction de l'activité au quatrième trimestre (- 1,8 %). Ce recul devrait se poursuivre au premier semestre, puis laisser place à une reprise très lente. En effet, si l'Italie est plutôt épargnée par les problèmes de surinvestissement passé que subissent d'autres pays de la zone euro comme l'Espagne, la faible ampleur du plan de relance, du fait du niveau élevé de l'endettement public (près de 110 % du PIB en 2009) et le manque de compétitivité des entreprises exportatrices risquent d'entraver le retour de la croissance. Au total, l'activité en Italie connaitrait deux années consécutives de récession : - 1,0 % en 2008, - 2,3 % en 2009 suivie d'une année de croissance nulle en 2010. Le besoin de financement des administrations publiques serait de l'ordre de 5 % du PIB en 2010.

L'Espagne, après une décennie de vive croissance (3,8 % par an contre 2,3 % pour la zone euro), portée par la forte progression du crédit et de la population active, souffre désormais de l'excès d'endettement passé des ménages et des entreprises et des pertes de compétitivité accumulées du fait d'une inflation élevée. Le durcissement des conditions de financement a provoqué une forte correction à la baisse du marché immobilier et une forte poussée du chômage. La chute de la demande extérieure affecte tout particulièrement l'industrie automobile. L'Espagne, qui disposait d'un excédent budgétaire de 2,2 % du PIB en 2007, a engagé trois plans de relance successifs. Avec l'effet des stabilisateurs automatiques, son déficit public atteindrait près de 8 % du PIB en 2009. Cet effort, centré sur 2009, devrait limiter l'ampleur de la récession cette année mais exercerait un contrecoup sur la demande intérieure en 2010. Au total, après un net ralentissement en 2008, l'Espagne subirait deux années de repli de son activité, de 2,1 % en 2009 et 1 % en 2010.

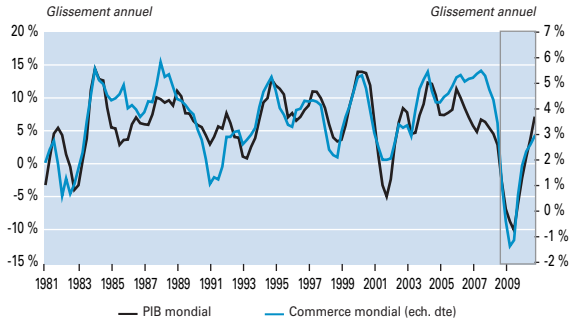
Croissance du PIB en zone euro et de la demande mondiale adressée à la France

Croissance en % (cvs-cjo)	Poids (en %)*	2007	2008	2009 prév.	2010 prév.
Zone euro	53,7	2,6	0,8	- 2,1	0,4
dont Allemagne	15,4	3,0	1,0	- 3,0	0,8
dont Italie	9,5	1,4	- 0,9	- 2,3	0,0
dont Espagne	10,4	3,7	1,2	- 2,1	- 1,0
Demande mondiale adressée à la France		5,0	2,3	- 8,6	0,6

* Part dans les exportations françaises en 2006 (source : Chelem).

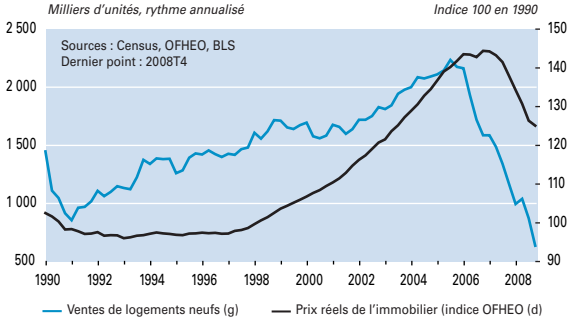
L'activité mondiale, très dynamique depuis la fin de 2003, a vivement ralenti en 2008 pour baisser en fin d'année dans un contexte de contraction exceptionnelle du commerce mondial. En prévision, ces deux indicateurs devraient rejoindre leur tendance de moyen terme fin 2010.

PIB et commerce mondiaux en volume



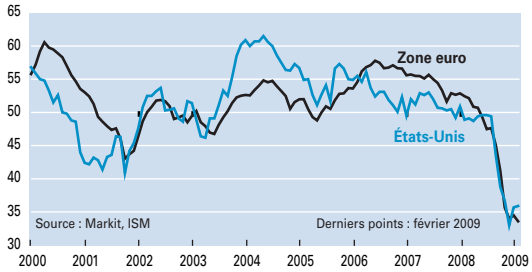
Aux États-Unis, la baisse de la demande de logements neufs, amorcée dès l'été 2006, s'est poursuivie à un rythme soutenu et a provoqué une baisse rapide du prix de l'immobilier.

États-Unis : prix de l'immobilier et ventes de logements neufs



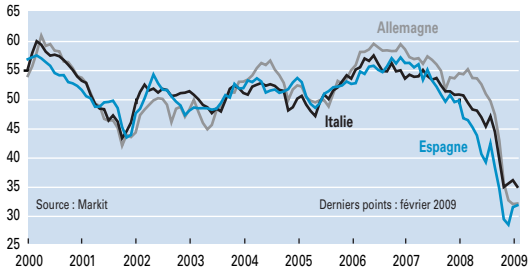
Après une longue phase de résilience vis-à-vis des États-Unis (de début 2006 à la mi-2008) le climat des affaires de la zone euro a, comme celui des États-Unis, atteint un point bas historique à la fin de l'année 2008.

Zone euro et États-Unis : climat des affaires dans l'industrie selon les PMI



Au sein de la zone euro, le climat des affaires a fortement chuté dans tous les pays européens.

Zone euro : climat des affaires dans l'industrie selon les PMI



L'évolution de l'économie française

Après avoir bien résisté au ralentissement de ses partenaires, l'activité a brutalement reculé au 4ème trimestre 2008 en lien avec le déclenchement de la crise financière à l'automne.

En 2008, le ralentissement de l'économie mondiale et l'entrée en récession de nos principaux partenaires ont pesé sur l'activité en France. Selon les premières estimations réalisées sur la base des comptes trimestriels, la croissance se serait établie à 0,7 % en 2008, après 2,2 % en 2007.

Le ralentissement de l'activité généralisé à l'ensemble des économies a pesé sur nos exportations en 2008. Dans le même temps, les importations ont ralenti, sous les effets conjugués du ralentissement de la demande intérieure. En fin d'année, le ralentissement du commerce mondial s'est transformé en un retournement de grande ampleur, et la demande mondiale adressée à la France s'est repliée fortement. La contribution de l'extérieur à la croissance a été négative en 2008 à hauteur de - 0,3 point.

La croissance de l'investissement des entreprises, très dynamique les années précédentes, a ralenti dès le début de 2008 et enregistré un recul à partir du printemps. En moyenne annuelle, elle s'est établie à 1,5 %. En fin d'année, l'éclatement de la crise financière suite à la faillite de la banque *Lehman Brothers* a brutalement assombri les perspectives de débouchés des entreprises qui ont procédé à un déstockage particulièrement massif. Dans le même temps, la crise du secteur automobile prenait une ampleur historique, commune à tous les pays producteurs.

Après plusieurs années de croissance remarquable, le marché de l'emploi s'est retourné au milieu de l'année 2008. En moyenne annuelle, l'emploi salarié marchand non agricole progresse de 0,7 %, mais, en glissement annuel, fin 2008, les destructions nettes d'emploi atteignent 115000. Les entreprises ont jusqu'ici ajusté leur volume de main d'œuvre pour l'essentiel en réduisant très fortement leur recours à l'intérim et en ne renouvelant pas les contrats à durée déterminée.

En 2008, la consommation des ménages a augmenté de 1,3 %. Au deuxième semestre, elle a continué à progresser, tirant profit de la baisse rapide de l'inflation. L'absence de chute de la consommation contraste avec le décrochage observé chez certains de nos partenaires, en particulier les États-Unis.

L'ajustement brutal de l'activité enregistré fin 2008 pèsera mécaniquement sur la croissance exprimée en moyenne annuelle pour 2009, qui devrait atteindre - 1,5 % dans un contexte d'incertitude extrêmement élevée.

Pour les premiers mois de 2009, les indicateurs conjoncturels disponibles montrent que si l'activité industrielle poursuit son repli engagé au quatrième trimestre 2008, l'activité dans les services et le BTP donne des signes de stabilisation et que la **consommation des ménages devrait continuer à bien résister**, avec en particulier une reprise des achats d'automobiles qui bénéficient du dispositif de prime à la casse depuis décembre.

En 2009, **les exportations** reculeraient du fait d'une demande mondiale adressée à la France en baisse historique de - 8,6 %. Les exportations bénéficieraient toutefois d'une amélioration de la compétitivité-prix liée à la dépréciation de l'euro au second semestre 2008. **Les importations**, face à une demande en repli, reculeraient globalement comme les exportations si bien que la contribution de l'extérieur serait proche de zéro en 2009. En 2010, l'activité se redresserait légèrement et progressivement chez nos partenaires, ce qui bénéficierait à nos exportations qui seraient de nouveau en croissance (0,3 %). L'accélération de la demande intérieure ferait redémarrer les importations si bien que l'extérieur contribuerait négativement à la croissance à hauteur de - 0,3 point.

En 2009, le pouvoir d'achat des ménages augmenterait de 1,4 % en lien avec une inflation très contenue (0,4 % après 2,8 % en 2008). Le revenu disponible nominal des ménages resterait en croissance (1,9 %) : malgré l'effet défavorable des destructions d'emplois, il tirerait profit de l'accélération des prestations sociales liée notamment aux différentes mesures de justice prises par les pouvoirs publics pour protéger les ménages à revenus modestes des conséquences de la crise financière. De fait, les mesures annoncées par le Président de la République le 4 décembre 2008 et le 18 février 2009 et la mise en place de la nouvelle convention d'assurance chômage permettraient de soutenir la croissance du revenu des ménages d'environ 0,3 point en 2009.

Le rebond du pouvoir d'achat conjugué à la faiblesse de l'inflation et aux effets favorables des politiques économiques ne se traduirait pas par une accélération de la consommation, dont la progression devrait rester très contenue – mais positive – en 2009. La situation défavorable sur le marché de l'emploi conduirait les ménages à augmenter sensiblement le niveau de leur épargne de précaution.

Au final, en 2009, la croissance de la consommation des ménages s'établirait à 0,4 %.

En 2010, le revenu disponible des ménages augmenterait de 2,4 % en termes nominaux, grâce à une légère accélération du salaire moyen par tête, la progression des prestations sociales ainsi qu'à une stabilisation de l'emploi. La progression du pouvoir d'achat serait de 1,0 % en 2010. La consommation des ménages progresse-

rait de 1,2 % en 2010, en lien avec une normalisation progressive du marché de l'emploi. Le taux d'épargne des ménages diminuerait légèrement pour s'établir à 16,2 %, après 16,4 % en 2009.

L'investissement résidentiel des ménages, qui avait amorcé un net ralentissement de sa croissance en 2007, a baissé en 2008 de 1,1 %. La demande de logements a très fortement baissé et les prix de l'immobilier ont commencé à diminuer. En conséquence, la baisse de l'investissement logement des ménages devrait se poursuivre en 2009 et se prolonger encore un peu en 2010, à l'image de ce qui avait été observé lors des précédents cycles.

En 2009, la récession globale et les tensions financières rémanentes entraineraient un recul marqué de **l'investissement des entreprises** (- 7 %) et un fort mouvement de déstockage. Ce recul serait toutefois limité grâce aux mesures du plan de relance de soutien à la trésorerie des entreprises et d'investissement public. En 2010, l'investissement reprendrait de la vigueur, à + 3,7 %, à la faveur de la sortie de récession et des mesures de soutien au secteur de la construction du plan de relance.

Après son repli en 2009, à 29,4 %, induit par la détérioration de l'activité, le taux de marge des entreprises reviendrait en 2010 sensiblement à son niveau de 2008.

L'ajustement à la baisse de l'emploi culminerait en 2009.

Sur le marché du travail, les destructions d'emploi salariés marchands non agricoles se poursuivraient, principalement sur les premiers trimestres de l'année ; elles atteindraient de l'ordre de 350 000 avant prise en compte de l'évolution des emplois aidés qui permettraient à l'emploi total de diminuer moins sensiblement (- 290 000 en 2009, en glissement annuel).

En 2010, à la faveur d'une normalisation graduelle de l'activité en France, les destructions d'emplois salariés dans le secteur marchand non agricole se limiteraient à 20 000 et l'emploi total progresserait très légèrement en glissement annuel.

Une inflation très modérée en 2009 avant de retrouver un rythme plus habituel en 2010

Le fort recul des prix des matières premières depuis l'été 2008, et en particulier la chute du prix du pétrole, a entraîné un net repli de l'inflation qui est passée d'un pic de 3,6 % sur un an en juillet 2008 à 0,7 % en janvier 2009. Cette évolution, visible en premier lieu sur l'énergie, devrait se poursuivre pour les prix de l'alimentation, touchés par la forte baisse des prix des matières premières agricoles et les effets des réformes du secteur de la distribution en détail (loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008). Sous l'hypothèse d'une stabilisation du prix du baril de *brent* à 43 USD, l'inflation en moyenne annuelle baisserait nettement passant de 2,8 % en moyenne

annuelle en 2008 à 0,4 % en 2009. Elle reprendrait un rythme de croissance plus habituel à 1,4 % en moyenne annuelle en 2010.

L'inflation sous-jacente serait en progression de 1,4 % en moyenne annuelle en 2009 (après 2,0 % en 2008) puis 1,2 % en 2010. En 2009, l'inflation sous-jacente serait influencée par le repli des prix des produits alimentaires transformés provenant de la baisse actuelle des prix de production dans les industries agroalimentaires. La loi de modernisation de l'économie, entrée en application à l'été 2008, devrait continuer à peser sur les marges dans la grande distribution. Les prix des produits manufacturés subiraient également le ralentissement de la demande. En 2010, la baisse de l'inflation sous-jacente serait liée au recul des prix des services en lien avec le ralentissement passé des salaires et des prix des loyers.

Les mesures de soutien de l'activité pour 2009

Pour amortir les effets de cette crise historique d'origine financière sur l'économie réelle et l'emploi et pour préparer les bases d'une reprise durable de l'activité en France, le Gouvernement - au-delà des nombreuses mesures d'urgence prises dès le mois d'octobre pour débloquer le système financier et maintenir l'accès au crédit des PME – a pris de nombreuses mesures de soutien de l'activité pour 2009 :

• *Relance massive et rapide de l'activité ciblée en priorité sur l'investissement :* plan de relance de 26 Md€ annoncé en décembre par le Président de la République et voté par le Parlement en janvier. Le soutien prioritaire à l'investissement est justifié car il constitue le moyen le plus rapide et le plus efficace de protéger l'emploi. Ce plan de relance est coordonné au niveau international et notamment européen, grâce notamment à l'action de la France dans le cadre de sa présidence de l'Union Européenne au 2ème semestre 2008.

• *Le soutien ciblé sur l'investissement* a aussi pour objectif de renforcer la compétitivité de notre économie sans laquelle il n'est pas de créations d'emplois ni de gains de pouvoir d'achat durables. La politique fiscale en faveur de la Recherche & Développement et de l'investissement des entreprises a ainsi pris la forme du triplement du crédit d'impôt recherche, de la suppression progressive de l'IFA et de la Taxe Professionnelle sur les nouveaux investissements en 2009.

• *La protection directe de l'emploi* s'est matérialisée sous de nombreuses formes : extension du contrat de transition professionnelle, exonération de charges patronales pour les embauches des entreprises de moins de 10 salariés, renforcement de l'accompagnement des demandeurs d'emploi par Pôle Emploi, hausse de 100 000 du nombre de contrats aidés initialement prévus pour 2009, création du Revenu de Solidarité Active pour que les minimas sociaux n'éloignent plus de l'emploi.

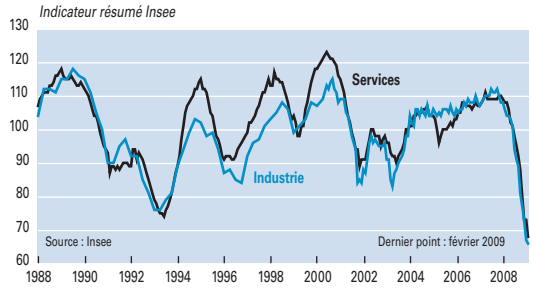
• *Des mesures ciblées ont été prises en faveur des populations les plus menacées par la crise :* prime à la cuve (200 €), prime de solidarité active (200 €), revalorisation de 3 % des allocations familiales au 1er janvier, du minimum vieillesse de 6,9 % au 1er avril, renforcement du régime de chômage partiel par allongement des durées et augmentation des indemnisations (jusqu'à 90 % du salaire net), prime de 150 € pour 3 millions de familles modestes avec enfants scolarisés, prime de 500 € pour les demandeurs d'emploi n'ayant pu travailler qu'entre 2 et 4 mois.

Principaux résultats pour la France

Croissance en %	2008	2009 prév.	2010 prév.
PIB	0.7	- 1.5	1.0
Consommation des ménages	1,3	0,4	1,2
Investissement	0,4	- 4,1	0,0
dont entreprises non financières	*1,5*	*- 7,0*	*3,7*
dont ménages	*- 1,1*	*- 4,9*	*-3,2*
dont administrations	*- 1,2*	*7,8*	*-5,7*
Variations de stocks (contribution)	- 0,2	- 1,3	0,4
Extérieur (contribution)	- 0,3	0,0	- 0,3
Exportations	*1,1*	*- 4,8*	*0,3*
Importations	*2.0*	*- 4.4*	*1.4*
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	2,8	0,4	1,4

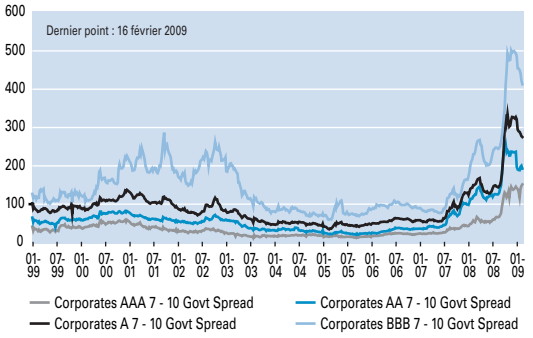
Les enquêtes de conjoncture disponibles dans l'industrie manufacturière et les services se sont sensiblement dégradées en 2008 pour atteindre début 2009 un point bas historique.

Climat des affaires dans l'industrie et les services



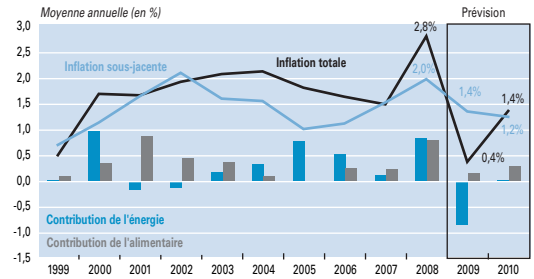
En dépit de leur repli sur le passé récent, les « *spreads corporate* » au sein de la zone euro témoignent de conditions de financement encore défavorables pour les grandes entreprises ayant recours aux marchés pour leur financement (source : AFT).

"Spread corporate" en zone euro



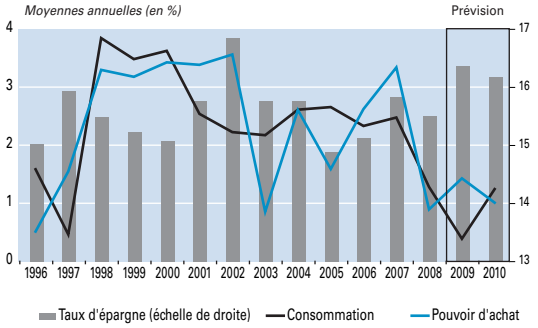
Après son pic de 3,6 % en glissement annuel en juillet 2008, l'inflation s'établirait en moyenne annuelle à 0,4 % en 2009, en raison de la chute des prix de l'énergie et des prix alimentaires, puis retrouverait un rythme plus habituel à 1,4 % en 2010, proche de celui de l'inflation sous-jacente.

Inflation totale, inflation sous-jacente et contribution des prix de l'énergie et des prix alimentaires



La consommation enregistrerait une progression très contenue en 2009, mais pas de décrochage comme chez certains de nos partenaires (notamment les États-Unis).

Consommation, pouvoir d'achat et taux d'épargne



Les aléas de la prévision

Les prévisions des perspectives économiques 2009-2010 décrivent un scénario où l'environnement international de la France, après sa contraction violente consécutive à la crise financière de l'automne 2008 tend à se stabiliser en 2009 avant de se redresser graduellement en 2010. L'inflation serait inhabituellement faible en 2009 à la suite de la chute au second semestre 2008 des prix du pétrole et des produits agricoles, avant de revenir à un rythme plus tendanciel en 2010. Dans ce scénario, les États-Unis et la zone euro retrouvent le chemin de la croissance en 2010 alors que le Japon demeure en récession. La croissance de la Chine reste significativement inférieure à deux chiffres.

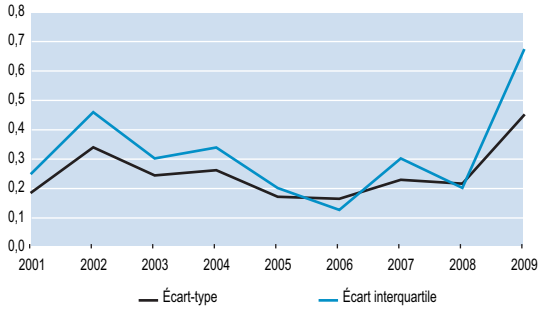
Les exemples passés montrent que les crises bancaires se résorbent plus lentement que les creux de cycle ordinaires.

Les incertitudes qui entourent le scénario de croissance international et celui retenu pour la France sont beaucoup plus grandes qu'à l'accoutumée.

La dispersion des prévisions du Groupe technique de la Commission Économique de la Nation (CEN) atteint des niveaux historiquement élevés, reflets de l'incertitude pour l'année en cours. Pour la seule année 2009, les prévisions de croissance du PIB s'échelonnent ainsi de - 3,2 % à - 1,2 % pour les États-Unis, de - 2,8 % à - 1,3 % pour la zone euro et de - 2,5 % à - 1,0 % pour la France.

Dispersion des prévisions de la croissance française

Pour la prévision de la croissance française en 2009, l'écart-type et l'écart interquartile des prévisions des membres du Groupe technique sont deux à trois fois plus élevés que pour les perspectives économiques des années précédentes.



Un tel écart pour la prévision du PIB français de l'année en cours n'a jamais été observé pour les CEN de printemps depuis 1986. Des écarts significatifs étaient apparus en 1995 (1 %), en 2000 (1,2 %) et en 2002 (1,1 %).

Le tableau 13 en annexe compare les prévisions du Gouvernement avec celles de la moyenne des membres du groupe technique de la Commission Économique de la Nation. Malgré le degré élevé d'incertitude, les diagnostics semblent proches sur d'assez nombreuses composantes de la prévision :

- C'est notamment le cas pour les prévisions de croissance dans la zone euro et en Allemagne. Aux États-Unis, les membres du groupe technique de la CEN anticipent en moyenne un profil d'activité un peu plus creusé que le Gouvernement, avec une baisse du PIB de - 2,3 % en 2009 (- 1,9 % pour le Gouvernement) suivie

d'une reprise assez franche en 2010 (+ 1,6 % vs + 0,6 % pour le Gouvernement).

• Le diagnostic est partagé pour la consommation des ménages en 2009 (+ 0,4 %).

• Le diagnostic est pratiquement identique en matière d'évolution de l'emploi en France sur le marché du travail en 2009 comme en 2010 – le consensus étant légèrement plus optimiste que le Gouvernement.

• Les prévisions du Gouvernement en matière d'inflation et de déficit public sont globalement partagées par la moyenne des membres du Groupe Technique.

Le diagnostic est légèrement différent sur les points suivants :

• Le groupe technique table sur un repli plus contenu des importations en 2009 (- 2,3 %) que le Gouvernement (- 4,4 %).

• Le groupe technique table sur une hausse significative du prix du baril de brent en 2009 puis 2010 (50 $ puis 65 $) alors le Gouvernement utilise, comme les organisations internationales, une hypothèse conventionnelle de gel aux niveaux observés sur le passé récent.

• Le Gouvernement anticipe un déstockage plus important en 2009 (avec une contribution de - 1,3 % du PIB) que le groupe technique (- 0,7 %).

Les incertitudes de la prévision concernent notamment :

• le délai nécessaire pour renouer avec un fonctionnement normal des marchés financiers et du crédit ;

• la durée et l'ampleur du retournement à la baisse des marchés immobiliers les plus touchés (États-Unis, Royaume-Uni, Espagne) ;

• les délais concrets de mise en œuvre des différents plans de relance ;

• l'adoption éventuelle de plans de relance supplémentaires, en Chine par exemple ;

• la manifestation de risque de déflation dans certains pays avec les risques associés d'inefficacité de la politique monétaire ;

• les éléments récurrents d'incertitude que représentent les taux de change et les prix des matières premières.

Tous ces éléments sont susceptibles d'intervenir positivement ou négativement sur l'environnement international de la France et donc sur sa trajectoire de croissance en 2009 et 2010.

• une prolongation de la crise financière, associée à de nouvelles baisses du prix des actifs immobiliers et financiers, pèserait gravement sur la demande privée et menacerait de transformer le scénario de récession retenu pour 2009 en un scénario de déflation pour certains pays;

• À l'inverse, une amélioration plus rapide que prévu de la situation économique aux États-Unis, au Japon et dans les pays émergents, en lien notamment avec l'intensité des stimulus conjoncturels mis en œuvre dans le monde entier pour soutenir la demande se traduirait très rapidement par un rebond de l'activité en zone euro et en France avec des effets à la hausse sur l'investissement des entreprises, permettant à notre économie de renouer avec un cercle vertueux favorable à la croissance.

Un retour sur les prévisions

Retour sur les prévisions de croissance pour les années 2008 et 2009

La comparaison des prévisions de croissance pour 2008 et 2009 est effectuée ici au regard des prévisions associées au projet de loi de finances pour 2009. Ces hypothèses macroéconomiques avaient fait l'objet d'une première révision le 18 novembre 2008. La croissance du PIB devait s'établir entre 0,2 % et 0,5 % en 2009 et, par contrecoup, celle pour 2010 était révisée à 2 %[1].

(1) http://www.minefe.gouv.fr/directions_services/sircom/finances_etat/LF/2009/maj_hypotheses_macro.pdf

Selon les derniers chiffres de la comptabilité nationale trimestrielle, la croissance du PIB de la France en 2008 aurait été de 0,7 %, inférieure de 0,3 point à ce qui était envisagé à l'automne dans le projet de loi de Finances pour 2009 (sur la base de la méthodologie des comptes annuels qui servent à l'établissement des ratios de finances publiques surveillés par la Commission Européenne). La France a été un des rares pays européens où l'activité a été positive au troisième trimestre (0,1 %), mais, comme tous ses partenaires elle a subi les effets très défavorables de la crise financière qui s'est aggravée en septembre. Pour 2009, la prévision de croissance est révisée en très forte baisse, pour l'essentiel en raison du repli important de l'activité constaté au quatrième trimestre. Une stabilisation de l'activité au cours de 2009 est en effet attendue, favorisée par le repli du prix des matières premières, l'assouplissement des conditions financières et les effets des plans de relance.

L'environnement international de la France a été nettement plus défavorable qu'envisagé dans le Projet de loi de finances pour 2009

Pour 2008, la demande mondiale adressée à la France a été inférieure de plus d'un point à ce qui était envisagé, en lien avec le très fort recul de l'activité de nos partenaires industrialisés et émergents.

Pour 2009, le recul de la demande mondiale adressée à la France enregistré au quatrième trimestre se traduit par une chute historique de cet indicateur. La très grande majorité de nos grands partenaires à l'exportation sera en effet en forte récession et le redémarrage de leur activité s'annonce graduel à partir de la fin de l'année 2009.

L'hypothèse retenue pour les prix du pétrole reflète l'effondrement des cours des produits de base et des matières premières consécutif à la chute de la demande mondiale.

La dépréciation de l'euro face au dollar et en termes effectifs s'est poursuivie depuis l'automne 2008 en raison du renforcement de l'aversion au risque des investisseurs.

En 2008, la croissance française est un peu inférieure à ce qui était envisagé à l'automne dernier. Pour 2009, la très forte dégradation de l'environnement international conduit à réviser en forte baisse la prévision de croissance du projet de loi de finances.

Pour 2008, la consommation des ménages s'est montrée un peu plus dynamique que ce qui était envisagé, la baisse du taux d'épargne ayant été un peu plus forte que prévue tout comme le mouvement de désinflation.

Ce dynamisme de la consommation et, dans une moindre mesure, de l'investissement total n'a pas suffit à compenser les effets de la faible croissance des exportations et du déstockage massif induits par le ralentissement de la demande mondiale adressée à la France et des perspectives de demande intérieure dégradées.

Pour 2009, l'activité se situera en deçà de ce qui était envisagé dans le projet de loi de finances pour 2009 déposé au Parlement en octobre 2008, en raison du violent retournement de conjoncture enregistré à l'automne à la suite de la crise financière, retournement qui affecte toutes les composantes de la demande, en particulier l'investissement et la consommation, du fait du recul de l'emploi. L'évolution du PIB retenue se situe à - 1,5 %. Elle reflète mécaniquement le repli de l'activité de l'automne et implique que la situation économique cesse de s'aggraver courant 2009 avant de retrouver le chemin de la croissance en 2010.

Le projet de loi de finances rectificative examiné par le Conseil des Ministres du 4 mars repose sur le nouveau cadrage macroéconomique discuté à la Commission Économique de la Nation.

Révision de la prévision de croissance du PIB

Évolution en %	2008		2009	
	LFI 2009	PLFR Mars 2009	LFI 2009	PLF Mars 2009
Environnement international				
États-Unis	1,6	1,1	0,5	- 1,9
Royaume-Uni	1,2	0,7	0,5	- 3,1
Zone euro	1,4		1,0	- 2,1
Allemagne	1,6		0,8	
Italie	0.2	- 1.0	0.6	- 2.3
Prix du baril de brent, en USD	109	97	100	43
Taux de change EUR/USD	1,50	1,47	1,45	1,32
Demande mondiale de biens adressée à la France	3,5	2,3	2,5	- 8,6
France				
PIB	1,0	0,7	1 – 1 1/2*	- 1,5
Importations	1,5	2,0	2,1	- 4,4
Dépenses de consommation des ménages	1,1	1,3	1,9	0,4
FBCF totale	0,2	0,4	- 0,4	- 4,1
dont entreprises	2,0	1,5	2,0	- 7,0
Contributions des stocks à la croissance	0,0	- 0,2	0,0	- 1,3
Exportations	1.6	1.1	2.2	- 4.8
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	2,9	2,8	2,0	0,4

(*) Le PLF 2009 était construit sur l'hypothèse que la croissance 2009 serait par prudence la borne inférieure de la fourchette.

L'évolution des finances publiques

Situation des finances publiques en 2009 et 2010

Confrontés à un choc de nature mondiale et d'ampleur exceptionnelle, sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, les pouvoirs publics ont eu recours à tous les instruments de politique économique disponibles. Face à un choc symétrique, la réaction des politiques monétaires, nécessaire, a été effective, coordonnée et rapide mais elle ne peut suffire.

Le gouvernement a rapidement apporté un soutien actif au secteur financier et mis en œuvre une politique budgétaire volontariste articulée autour de trois idées fortes :

• **laisser les recettes s'adapter au recul de l'activité**, sans chercher à compenser cette baisse par des hausses de prélèvements obligatoires sur les ménages ou les entreprises. Il s'agit, en d'autres termes, de laisser jouer librement les stabilisateurs automatiques. Compte tenu de l'ampleur du recul de l'activité inscrit dans les nouvelles prévisions, c'est la principale explication de la dégradation des comptes publics.

• **mettre en place un plan de relance** pour soutenir l'activité et l'emploi. Conformément aux recommandations de la Commission européenne, ce plan, qui a été mis en place très rapidement, est centré sur l'investissement afin de soutenir la croissance potentielle et ne pas dégrader « l'actif net » de la nation. Il est temporaire : la quasi-totalité de l'impact en termes de déficit public est concentrée sur 2009. Il est désormais complété par les mesures de justice annoncées par le Président de la République et discutées avec les partenaires sociaux le 18 février et des mesures de soutien au secteur automobile.

• **conformément aux objectifs de la loi de programmation des finances publiques, garder le cap de la maîtrise de la dépense publique « courante ». Il s'agit** de diviser par deux le rythme tendanciel de progression de la dépense publique hors plan de relance, c'est-à-dire passer d'environ 2 % de croissance de la dépense par an, en euros constants, à environ 1 %.

En 2008, le déficit public s'établirait à 3,4 points de PIB

Le ralentissement de l'activité a commencé de peser sur les recettes dès 2008. Si la résistance de la masse salariale privée a permis de préserver les recettes des administrations de sécurité sociale, l'élasticité spontanée de l'impôt sur les sociétés et de la TVA a été faible en 2008 et la diminution des transactions immobilières a pesé sur les droits de mutation à titre onéreux (DMTO). Au total, la progression spontanée des prélèvements obligatoires (3,1 %) est restée en ligne avec l'activité ; la baisse du taux

de prélèvements s'explique essentiellement par les allègements fiscaux de la loi TEPA et les dégrèvements de taxe professionnelle.

La croissance de la dépense publique est restée contenue en 2008 (à environ 1 % en volume), dans un contexte de forte inflation. La croissance des dépenses de l'État a été nulle en volume : le dépassement de l'objectif de dépenses en euros courants s'explique en grande partie par le dynamisme des charges d'intérêts, lui-même lié à la surprise d'inflation. Les intérêts versés sur les titres d'Etat indexés sur l'inflation (OATi) ont en effet été accrus à due concurrence. La croissance effective des dépenses d'assurance maladie sous objectif ONDAM[1] a été limitée grâce notamment aux franchises médicales et, à un degré moindre, à la modération des volumes de consultation de généralistes. La dépense locale a fortement ralenti en 2008, en raison en particulier de l'allongement d'une année du précédent mandat municipal qui a permis aux équipes sortantes d'achever dès 2007 l'essentiel de leur programme d'investissement. Au total, cet effort important sur la dépense a permis de limiter la détérioration du déficit.

Ce chiffre reste à ce stade une prévision : l'Insee communiquera sa première estimation du déficit public 2008 le 31 mars 2009.

En 2009, le déficit public se creuserait sous le coup de la dégradation de la conjoncture économique et de l'effet des mesures du plan de relance pour s'établir à 5,6 points de PIB

Le creusement du déficit public en 2009 reflète avant tout, à hauteur d'environ 1 1/2 point de PIB, le repli de la croissance à un niveau bien en deçà du potentiel de croissance de l'économie française. Cet effet se traduit par le faible dynamisme des recettes fiscales et l'atonie de la masse salariale dans le secteur privé. La combinaison de ces évolutions et des mesures d'allégements de la fiscalité portant sur les ménages et les entreprises dans le cadre du plan de relance et du sommet social (sur l'impôt sur le revenu) explique la baisse du taux de prélèvements obligatoires de 42,9 points de PIB en 2008 à 42,5 points de PIB en 2009.

Les mesures mises en place par le gouvernement (plan de relance de l'économie, mesures du sommet social) contribueraient, à hauteur d'environ 0,8 point de PIB à l'augmentation du déficit public. Cet impact sur le déficit public est inférieur au montant de l'ensemble des mesures de gestion de la crise prises par le gouvernement. En effet, la dotation au fonds stratégique d'investissement, la souscription de titres par la Société de Prises de Participation de l'État (SPPE) ainsi que les prêts consentis à l'industrie automobile pèsent sur la dette brute mais ces mesures qui se traduisent par

(1) Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie fixé par les lois de financement de la sécurité sociale

une augmentation parallèle des actifs de l'État sont sans impact sur le déficit public.

Hors plan de relance, la dépense publique progresserait de 2,2 % en euros constants en 2009. Cette progression reflète d'abord la faible inflation attendue pour 2009 et le jeu des stabilisateurs automatiques. En effet, les crédits de l'État votés dans le cadre du budget triennal ne seraient pas revus malgré la moindre inflation aujourd'hui anticipée pour 2009 et le pouvoir d'achat des prestations famille et des retraites progresserait significativement du fait des mécanismes automatiques d'indexation après la forte inflation non anticipée en 2008. Ensuite, le repli de l'emploi conduirait à augmenter les dépenses liées à l'indemnisation du chômage et à l'insertion et les ménages bénéficieraient de la mise en place progressive du RSA à partir de la mi-2009. Enfin, la croissance de la dépense locale resterait, hors investissement supplémentaire financé par le remboursement anticipé du FCTVA, peu dynamique l'année suivant les élections communales.

Au total, hors plan de relance, le solde structurel s'améliorerait légèrement.

Les mesures de relance étant concentrées en 2009, le déficit se redresserait en 2010 à 5,2 points de PIB mais resterait pénalisé par une croissance en dessous du potentiel de l'économie

La croissance de la dépense en volume serait faible (0,5 %) reflétant le caractère temporaire des mesures du plan de relance en 2010. Hors effets exceptionnels, la croissance de la dépense resterait modérée malgré la reprise du cycle de l'investissement des communes. En effet, la progression des dépenses de l'État serait contenue, conformément au budget pluriannuel voté par le Parlement en janvier 2009 et le respect de l'ONDAM (3,3 %) permettrait de contenir la progression des dépenses sociales. Les dépenses de chômage ralentiraient avec la reprise de l'activité.

Malgré le contrecoup des mesures fiscales du plan de relance, le taux de prélèvements obligatoires se replierait de 0,1 point de PIB en 2010 ; la reprise progressive de l'activité ne se traduirait en effet qu'avec retard sur les recettes en raison du faible dynamisme des impôts assis sur des bases retardées (IR, IS) et de la masse salariale privée (1,4 %) qui, du fait du cycle de productivité en phase de reprise, resterait encore peu dynamique. Ces effets ne sont toutefois que temporaires et devraient s'estomper à moyen terme avec le rattrapage des retards de production accumulés depuis le début de la crise financière.

Le solde structurel s'améliorerait d'environ un point de PIB en 2010, dont 0,8 point au titre de l'extinction des mesures relatives au plan de relance prises en 2009.

En 2011 et 2012, les recettes publiques seraient plus dynamiques que l'activité, compensant leur moindre dynamisme des deux années précédentes. Cela serait notamment dû à une plus forte croissance de la masse salariale, donc des prélève-

ments sociaux, et de la plupart des recettes fiscales. Le taux de prélèvements obligatoires reviendrait ainsi en 2012 à son niveau de 2008. Couplé à ce rétablissement des recettes, une stricte maîtrise des dépenses permettrait au déficit public de se réduire à 4,0 points de PIB en 2011 et 2,9 points de PIB en 2012.

Comme dans l'ensemble des économies développées en cette période de crise, le ratio d'endettement public devrait augmenter au cours des prochaines années pour atteindre environ 77,5 % en 2010.

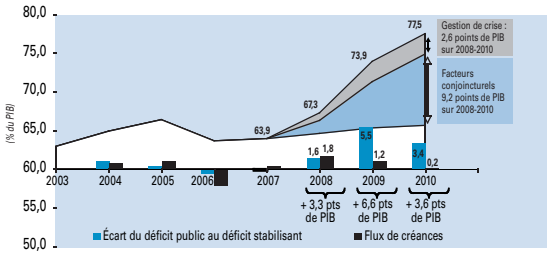
Cet alourdissement de l'endettement ne traduit pas un appauvrissement durable des administrations. En effet, la dette publique est par convention mesurée en termes bruts des actifs publics. Or l'alourdissement de l'endettement sur les prochaines années est en partie liée à l'achat d'actifs sains et rentables – i.e., des titres super subordonnés ou des actions préférentielles souscrits pour renforcer temporairement et contre rémunération les fonds propres des banques et assurer ainsi le crédit dans l'économie, ou des prêts participatifs à l'industrie automobile.

Par ailleurs, **le recours à l'endettement est le reflet mécanique de la relance budgétaire :** il est impératif dans les circonstances actuelles qui imposent la nécessité pour la sphère publique de se substituer temporairement à la sphère privée pour préserver les perspectives de croissance économique des générations futures. Cet endettement vient également financer des infrastructures utiles pour le développement économique de notre pays.

Enfin, **la très mauvaise conjoncture sur les marchés d'actions fait obstacle à des opérations de cessions d'actifs publics non stratégiques** et donc à un désendettement dans des conditions normales.

Contributions à l'évolution de la dette publique

L'essentiel de la progression de la dette publique est la conséquence des facteurs conjoncturels.



Principaux agrégats de finances publiques

En points de PIB	2008	2009	2010
Besoin de financement des administrations publiques	- 3,4	- 5,6	- 5,2
Taux de croissance de la dépense (en volume)	1.2	3.2	0.5
Prélèvements obligatoires	42,9	42,5	42,4
Dette publique	67,3	73,9	77,5

Décomposition du solde des administrations publiques par sous-secteurs

En points de PIB	2007	2008	2009
Administrations publiques	**- 3,4**	**- 5,6**	**- 5,2**
État	- 2,8	- 4,6	- 3,8
Organismes divers d'administration centrale	0,0	0,3	0,2
Administrations publiques locales	- 0,4	- 0,4	- 0,4
Organismes de sécurité sociale	- 0,1	- 0,9	- 1,3

Variation du solde structurel

En points de PIB	2007	2008	2009	2010
Solde public	**-2,7**	**- 3,4**	**- 5,6**	**- 5,2**
Variation annuelle du solde public		**-0,7**	**-2,2**	**0,4**
dont variation annuelle du solde conjoncturel		- 0,4	- 1,4	-0,7
dont variation annuelle du solde structurel (en points de PIB potentiel)		-0,3	-0,7	1,0
Variation annuelle du solde structurel hors mesures exceptionnelles			0,1	0,2

Les tableaux prévisionnels

Tableau 1

Évolution des ressources et emplois de biens et services*

(En milliards d'euros et en indices)

	2007	2008 *Prévision*				2009 *Prévision*				2010 *Prévision*			
	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants
Ressources													
Produit Intérieur Brut	1 892,2	100,7	1 905,9	102,2	1 948,0	98,5	1 918,8	101,7	1 951,6	101,0	1 971,1	101,6	2 001,6
Importations	538,3	102,0	548,9	102,8	564,5	95,6	539,9	93,3	503,5	101,4	510,3	98,7	503,9
TOTAL DES RESSOURCES	**2 430,5**	**101,0**	**2 454,7**	**102,4**	**2 512,5**	**97,9**	**2 458,6**	**99,9**	**2 455,1**	**101,1**	**2 481,4**	**101,0**	**2 505,6**
Emplois													
Dépenses de consommation des ménages	1 047,4	101,3	1 060,7	102,8	1 089,9	100,4	1 094,0	100,5	1 099,0	101,2	1 112,6	101,4	1 127,7
Dépenses de consommation des APU	438,0	101,6	445,1	101,4	451,3	102,0	460,3	100,9	464,5	100,7	467,5	101,4	473,9
Dépenses de consommation des ISBLSM	24,6	101,6	25,0	101,4	25,3	102,0	25,9	100,9	26,1	100,7	26,3	101,4	26,6
Formation brute de capital fixe	406,3	100,4	407,9	103,7	423,1	95,9	405,7	100,6	408,3	100,0	408,4	101,0	412,5
dont :													
Sociétés et EI non financières	212,2	101,5	215,4	102,4	220,5	93,0	205,0	99,6	204,2	103,7	211,7	100,7	213,1
Ménages hors EI	114,2	98,9	113,0	106,4	120,2	95,1	114,3	101,7	116,2	96,8	112,5	101,4	114,0
Sociétés et EI financières	15,4	102,9	15,9	102,2	16,2	92,6	15,0	100,4	15,1	103,6	15,6	101,4	15,8
Administrations publiques	61,8	98,8	61,0	103,9	63,4	107,8	68,4	102,0	69,8	94,3	65,7	101,3	66,6
ISBLSM	2,7	98,8	2,7	103,9	2,8	107,8	3,0	102,0	3,0	94,3	2,9	101,3	2,9
Exportations	501,9	101,1	507,2	100,4	509,0	95,2	484,6	97,1	470,8	100,3	472,1	99,6	470,3
Objets de valeur	1,0	100,7	1,0	102,2	1,0	98,5	1,0	101,7	1,0	101,0	1,0	101,6	1,1
Variations de stocks	11,3		7,8		12,8		- 12,9		- 14,5		- 6,4		- 6,5
TOTAL DES EMPLOIS	**2 430,5**	**101,0**	**2 454,7**	**102,4**	**2 512,5**	**97,9**	**2 458,6**	**99,9**	**2 455,1**	**101,1**	**2 481,4**	**101,0**	**2 505,6**
dont :													
Demande totale hors stocks	2 419,2	101,1	2 446,9	102,2	2 499,7	98,9	2 471,6	99,9	2 469,7	100,7	2 487,9	101,0	2 512,0
Demande intérieure totale	1 928,6	101,0	1 947,5	102,9	2 003,5	98,5	1 974,0	100,5	1 984,3	101,3	2 009,3	101,3	2 035,2
Demande intérieure hors stocks	1 917,3	101,2	1 939,7	102,6	1 990,7	99,8	1 986,9	100,6	1 998,9	100,8	2 015,8	101,3	2 041,7

(*) Ces prévisions ont été faites sur la base du compte provisoire 2007 de l'Insee.

Tableau 2

Contributions à la croissance du PIB**

(En points de PIB)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
Contributions à la croissance du PIB (aux prix de l'année prédécente)														
Dépenses de consommation des ménages	0,3	2,1	1,9	2,0	1,4	1,2	1,2	1,4	1,5	1,3	1,4	0,7	0,2	0,7
Dépenses de consommation des APU	0,3	- 0,1	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,2
Formation brute de capital fixe totale	0,1	1,2	1,5	1,4	0,5	- 0,3	0,4	0,7	0,8	0,9	1,0	0,1	- 0,9	0,0
dont : Sociétés et EI non financières	0,1	0,9	0,9	0,8	0,4	- 0,3	0,0	0,4	0,4	0,5	0,8	0,2	- 0,8	0,4
Ménages hors EI	0,0	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2	- 0,1	- 0,3	- 0,2
Sociétés et EI financières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,0	0,0	- 0,1	0,0
Administrations publiques	- 0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	0,0	0,2	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,0	0,3	- 0,2
Variations de stocks et objets de valeur	0,3	0,8	- 0,1	0,5	- 0,4	- 0,3	- 0,3	0,6	0,0	- 0,1	0,1	- 0,2	- 1,3	0,4
Commerce extérieur	1,3	- 0,5	- 0,4	- 0,3	0,1	0,0	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,2	- 0,7	- 0,3	0,0	- 0,3
dont : Exportations	3,0	2,1	1,2	3,3	0,7	0,4	- 0,3	1,0	0,8	1,4	0,8	0,3	- 1,3	0,1
Importations	- 1,7	- 2,7	- 1,6	- 3,6	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 1,7	- 1,5	- 1,6	- 1,5	- 0,6	1,3	- 0,3
PIB	**2,2**	**3,5**	**3,3**	**3,9**	**1,9**	**1,0**	**1,1**	**2,5**	**1,9**	**2,2**	**2,2**	**0,7**	**- 1,5**	**1,0**

(**) La somme des contributions peut apparaître différente du total en raison des arrondis.

Tableau 3

Prix à la consommation en France

(Évolution des prix de détail par grands postes)

		2008		2009 Prévision		2010 Prévision	
	poids 2009 (en %)	glissement annuel (en %)	moyenne annuelle (en %)	glissement annuel (en %)	moyenne annuelle (en %)	glissement annuel (en %)	moyenne annuelle (en %)
Alimentation	16,5	3,2	4,9	0,8	1,0	2,2	1,8
Manufactures privés	31,5	0,1	0,3	0,1	0,2	0,0	0,0
Energie	7,2	- 7,0	10,8	- 0,2	- 11,3	0,5	0,4
Produits pétroliers	4,2	- 14,9	14,8	- 0,5	- 19,5	0,0	0,3
Services	43,0	2,3	2,4	2,4	2,5	2,2	2,4
Loyers eau	7,4	2,5	2,5	1,6	2,3	2,7	2,2
Santé	5,1	0,8	1,4	3,1	2,2	1,8	2,4
Transports	2,4	3,4	2,8	2,6	3,5	3,0	3,0
Communications	2,8	- 0,3	0,6	0,0	- 0,2	- 0,3	0,1
Autres services	25,2	2,8	2,7	2,7	2,8	2,4	2,6
Total hors tabac	**98,3**	**1,0**	**2,8**	**1,2**	**0,4**	**1,4**	**1,4**
Total	**100,0**	**1,0**	**2,8**	**1,2**	**0,4**	**1,3**	**1,4**
Total hors énergie	92,8	1,7	2,1	1,3	1,4	1,4	1,4
Sous-jacent	**61,9**	**1,9**	**2,0**	**1,1**	**1,4**	**1,2**	**1,2**

Tableau 4

Comptes des sociétés non financières

(Taux de croissance en valeur)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
COMPTE D'EXPLOITATION (ENF)									
Emplois									
Rémunération des salariés	4,2	2,8	3,9	3,7	4,7	4,6	3,7	0,1	1,4
dont : Salaires bruts	4,4	2,7	4,2	4,1	4,5	4,8	3,8	0,2	1,4
Cotisations sociales employeurs	3,6	3,3	2,9	2,7	5,5	3,9	3,3	0,1	1,3
Impôts liés à la production et à l'importation	3,4	1,7	7,5	7,9	0,6	8,0	2,8	4,1	5,3
Excédent brut d'exploitation	1,1	3,9	3,5	3,9	5,3	5,6	- 2,1	- 2,4	6,4
Ressources									
Valeur ajoutée	3,2	3,0	4,0	4,0	4,2	5,1	2,1	- 0,6	3,1
Subventions d'exploitation	2,6	10,6	0,9	0,9	39,9	6,6	- 13,6	10,7	- 0,3
COMPTE DE REVENU									
Emplois									
Revenus de la propriété et de l'entreprise (1)	4,5	5,8	12,0	11,6	11,2	14,2	5,4	- 7,4	- 0,3
dont : intérêts effectifs	- 9,2	- 4,4	- 4,8	1,2	11,2	15,9	14,3	- 27,8	- 20,3
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (1)	- 15,1	- 11,2	9,0	15,7	27,8	4,6	- 2,3	- 22,5	7,0
Revenu disponible brut	- 5,7	7,7	- 3,6	- 2,7	1,1	- 0,2	- 8,9	9,0	13,2
Ressources									
Revenus de la propriété et de l'entreprise	- 4,8	6,3	12,4	12,7	16,0	14,7	5,9	- 7,5	0,1
Excédent brut d'exploitation	1,1	3,9	3,5	3,9	5,3	5,6	- 2,1	- 2,4	6,4
COMPTE DE CAPITAL									
FBCF	- 2,7	0,0	6,5	6,6	8,5	10,6	3,9	- 7,4	4,4
Variation de stocks (2)	0,9	- 1,5	1,8	5,0	4,5	10,6	12,4	- 14,9	- 6,8
Besoin de financement (2)	- 20,9	- 17,7	- 24,7	- 49,4	- 57,0	- 78,1	- 98,4	- 45,6	- 46,0

(1) L'évolution, en 2006, traduit la suppression de l'avoir fiscal. Au total, cependant, cette suppression est neutre sur le revenu disponible brut des entreprises.
(2) En milliards d'euros.

Tableau 5

Ratios caractéristiques des résultats d'entreprise

(Part dans la valeur ajoutée en %)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
REMUNERATION DES SALARIES										
Entreprises non financières (SNF-EI)	58,2	58,8	58,9	58,9	58,9	59,2	58,9	59,7	60,2	59,1
Sociétés non financières	64,8	65,4	65,3	65,3	65,1	65,4	65,1	66,1	66,5	65,4
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (TAUX DE MARGE)										
Entreprises non financières (SNF-EI)	38,5	37,8	37,9	37,6	37,4	37,8	38,0	37,0	36,4	37,4
Sociétés non financières	31,3	30,7	31,0	30,8	30,8	31,1	31,2	30,0	29,4	30,3
INTERETS EFFECTIFS VERSES										
Sociétés non financières	10,7	9,4	8,7	8,0	7,8	8,3	9,2	10,3	7,4	5,8
IMPOTS COURANTS SUR LE REVENU ET LE PATRIMOINE										
Sociétés non financières	4,5	3,7	3,2	3,3	3,7	4,6	4,5	4,3	3,4	3,5
EPARGNE BRUTE										
Sociétés non financières	16,6	15,2	15,9	14,7	13,8	13,3	12,7	11,3	12,4	13,6

Tableau 6

Ratios caractéristiques de l'accumulation du capital

(En %)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
TAUX D'INVESTISSEMENT(1)										
Entreprises non financières (SNF-EI)	18,3	17,3	17,0	17,3	17,8	18,5	19,4	19,7	18,4	18,6
Sociétés non financières	19,8	18,7	18,2	18,6	19,1	19,8	20,9	21,2	19,8	20,0
TAUX D'AUTOFINANCEMENT										
des Sociétés non financières										
au sens strict(2)	83,7	81,1	87,4	79,1	72,2	67,3	60,7	53,2	62,6	67,9
au sens large :										
Hors stocks (3)	89,5	86,9	86,7	84,7	73,4	71,1	65,7	58,1	68,0	73,1
Y compris stocks (4)	86,1	86,3	87,6	83,7	71,3	69,3	62,4	54,8	73,7	75,7

(1) Investissement/Valeur ajoutée.
(2) Epargne brute/FBCF.
(3) (Epargne brute+transferts nets en capital)/FBCF.
(4) (Epargne brute+transferts nets en capital)/(FBCF+ variations de stocks).

Tableau 7

Comptes des ménages

(Taux de croissance annuel en valeur)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
COMPTE DE REVENU										
Ressources										
Salaires bruts	4,9	4,3	2,5	3,7	3,7	3,9	4,5	3,3	0,4	1,4
- Cotisations sociales salariales	5,2	6,0	3,7	3,8	4,7	5,2	3,9	1,2	1,1	1,9
Salaires nets	4,9	4,1	2,3	3,6	3,5	3,8	4,6	3,6	0,3	1,4
Revenu mixte (1)	8,1	1,4	- 0,3	2,2	1,1	4,4	5,2	4,0	- 2,2	4,9
EBE des ménages	5,8	3,1	4,6	5,9	6,6	8,1	9,5	5,5	3,3	3,0
Prestations sociales brutes	3,8	5,5	4,1	4,5	4,0	4,4	3,7	3,9	4,9	2,9
Revenus de la propriété (2)	6,2	- 1,6	1,2	6,7	1,5	8,3	10,5	5,0	- 7,3	- 1,3
Autres ressources	8,9	6,0	1,1	0,8	3,7	4,7	3,4	3,1	0,4	1,5
Emplois										
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (2)	2,5	- 0,4	3,3	3,0	5,7	3,2	1,2	5,0	- 0,8	3,4
Revenu de la propriété	21,9	- 14,1	- 10,4	2,4	2,8	24,0	36,5	15,0	- 28,5	- 22,7
Autres emplois	8,9	3,1	4,0	1,3	2,0	4,1	4,0	2,9	1,0	1,9
REVENU DISPONIBLE BRUT	**5,1**	**4,7**	**2,7**	**4,5**	**3,4**	**4,8**	**5,4**	**3,7**	**1,9**	**2,4**
dont : Dépenses de consommation	4,3	3,3	4,0	4,5	4,5	4,5	4,5	4,1	0,8	2,6
Epargne Brute	10,0	11,9	- 3,9	4,4	- 2,4	6,5	10,3	1,6	7,6	1,2

(1) Principalement revenu mixte des entrepreneurs individuels.
(2) L'évolution, en 2006, traduit la suppression de l'avoir fiscal. Au total, cependant, cette suppression est neutre sur le revenu disponible brut des ménages.

Tableau 8

Salaires et pouvoir d'achat

(Taux de croissance moyen annuel)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
SALAIRES										
Salaires bruts reçus par les ménages (1)	4,9	4,3	2,5	3,7	3,7	3,9	4,5	3,3	0,4	1,4
Salaire moyen annuel par tête (2)	2,1	3,2	2,5	3,9	3,5	3,4	3,0	2,9	2,0	2,2
VARIATIONS EN POUVOIR D'ACHAT										
Prix à la consommation des ménages	1,7	1,9	2,1	2,1	1,8	1,6	1,5	2,8	0,4	1,4
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (3)	0,4	1,2	0,4	1,8	1,7	1,8	1,5	0,1	1,6	0,8
POUVOIR D'ACHAT DU RDB (4)	**3,4**	**3,6**	**0,8**	**2,6**	**1,6**	**2,6**	**3,3**	**0,9**	**1,4**	**1,0**

(1) Ensemble de l'économie.
(2) Branches marchandes non agricoles (EB-EP).
(3) Calculé avec l'indice de prix à la consommation des ménages.
(4) Calculé avec le déflateur de la consommation.

Tableau 9

Taux d'épargne des ménages

(En %)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
Taux d'épargne global (1)	15,8	16,9	15,8	15,8	14,9	15,1	15,8	15,5	16,4	16,2
Taux d'épargne financière (2)	6,9	8,0	6,6	6,2	5,0	4,6	5,2	4,9	6,5	6,6
Taux d'épargne non financière	8,9	8,8	9,2	9,6	9,9	10,5	10,6	10,6	9,9	9,5

(1) Taux d'épargne global : épargne brute/revenu disponible brut.
(2) Taux d'épargne financière : capacité de financement/revenu disponible brut.

Tableau 10

Évolution du commerce extérieur de la France

(En milliards d'euros)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
Total CAF-FAB	- 7,1	- 3,4	- 6,9	- 19,1	- 36,7	- 43,3	- 56,7	- 71,9	- 48,1	- 49,1
dont :										
Produits agro-alimentaires	7,4	8,3	8,4	7,9	7,6	8,6	9,0	9,1	9,0	9,4
Energie	- 22,8	- 21,4	- 22,8	- 28,6	- 38,4	- 47,0	- 46,0	- 59,4	- 34,7	- 30,9
Industrie	8,3	9,7	7,5	1,6	- 5,9	- 4,9	- 19,6	- 21,6	- 22,4	- 27,5
Total FAB-FAB	0,5	5,4	0,9	- 4,8	- 23,3	- 29,0	- 40,6	- 55,7	- 33,8	- 34,7
(en % du PIB)	(0,0)	(0,3)	(0,1)	(- 0,3)	(- 1,4)	(- 1,6)	(- 2,1)	(- 2,9)	(- 1,7)	(- 1,7)

Tableau 11

Produit intérieur brut des pays industrialisés

(Taux de croissance annuel en %)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
France	1,9	1,0	1,1	2,5	1,9	2,2	2,2	0,7	- 1,5	1,0
Allemagne	1,4	0,0	- 0,2	0,7	0,9	3,2	2,6	1,0	- 3,0	0,8
Royaume-Uni	2,5	2,1	2,8	2,8	2,1	2,8	3,0	0,7	- 3,1	- 0,7
Italie	1,7	0,5	0,0	1,4	0,7	1,9	1,4	- 1,0	- 2,3	0,0
Belgique	0,8	1,5	1,0	2,8	2,2	3,0	2,6	1,1	- 2,2	- 0,1
Pays-Bas	1,9	0,1	0,3	2,2	2,0	3,4	3,5	2,0	- 2,2	- 0,2
Espagne	3,6	2,7	3,1	3,3	3,6	3,9	3,7	1,2	- 2,1	- 1,0
UE à 27	2,0	1,3	1,4	2,3	2,0	3,2	2,9	0,9	- 2,0	0,5
Zone Euro	1,9	0,9	0,8	1,9	1,8	3,0	2,6	0,8	- 2,1	0,4
Zone Euro hors France	1,9	0,9	0,7	1,8	1,8	3,2	2,8	0,8	- 2,3	0,1
États-Unis	0,8	1,6	2,5	3,6	2,9	2,8	2,0	1,1	- 1,9	0,6
Japon	0,2	0,3	1,4	2,7	1,9	2,4	2,1	- 0,7	- 6,6	- 0,6
OCDE	1,1	1,6	1,9	3,2	2,7	3,1	2,6	1,0	- 2,6	0,5

Sources : INSEE pour la France ; OCDE – données 1998-2007 Perspectives économiques n°84 de décembre 2008 ; données 2008-2010 prévisions DGTPE.

Tableau 12

Prix à la consommation des pays industrialisés[1]

(Taux de croissance annuel en %)

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 Prév.	2009 Prév.	2010 Prév.
France	1,7	1,9	2,1	2,1	1,8	1,6	1,5	2,8	0,4	1,4
Allemagne	1,9	1,4	1,0	1,8	1,9	1,8	2,3	2,9	0,2	0,4
Royaume-Uni	1,2	1,3	1,4	1,3	2,0	2,3	2,3	3,6	1,3	1,5
Italie	2,3	2,6	2,8	2,3	2,2	2,2	2,0	3,5	0,6	0,4
Belgique	2,4	1,6	1,5	1,9	2,5	2,3	1,8	4,5	0,6	0,5
Pays-Bas	5,1	3,9	2,2	1,4	1,5	1,7	1,6	2,3	0,5	0,5
Espagne	2,8	3,6	3,1	3,1	3,4	3,6	2,8	4,1	0,6	1,1
Zone Euro	2,4	2,3	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	3,3	0,4	0,7
États-Unis	2,8	1,6	2,3	2,7	3,4	3,2	2,9	3,8	- 1,3	0,7
Japon	- 1,1	- 1,4	- 0,9	- 0,7	- 0,8	- 0,3	- 0,5	0,5	- 2,2	- 1,0

(1) IPC pour la France et les États-Unis, IPCH pour la zone euro et les autres pays de la zone euro, déflateur de la consommation privée pour le Japon.
Sources : OCDE, Sources nationales, DGTPE.

Tableau 13

Comparaison des prévisions des Perspectives économiques 2009-2010 avec celles du consensus du groupe technique de la Commission Économique de la Nation

	Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi mars-09		Moyenne des prévisions du Groupe Technique de la CEN mars-09	
	2009	2010	2009	2010
International				
Prix du pétrole ($ baril)	43	43	50	65
Taux de change euro $	1,32	1,32	1,31	1,34
Croissance du PIB				
États-Unis	- 1,9	0,6	- 2,3	1,6
Japon	- 6,6	- 0,6	- 4,6	0,7
Zone euro	- 2,1	0,4	- 2,3	0,7
Allemagne	- 3,0	0,8	- 2,9	0,9
Prix à la consommation de la zone euro (moy. annuelle)	0,4	0,7	0,5	1,4
France				
PIB	-1,5	1,0	-1,8	0,6
Demande intérieure hors stocks	-0,2	0,8	-0,3	0,7
Dépense de conso. des ménages	0,4	1,2	0,4	0,9
Dépense de conso. finale des APU	2,0	0,7	1,4	1,4
FBCF totale	- 4,1	0,0	-4,1	-0,6
Sociétés et EI non financières	- 7,0	3,7	-5,6	-1,3
Ménages hors EI	- 4,9	- 3,2	-5,4	-2,2
Variations de stocks (contribution)	- 1,3	0,4	-0,7	0,2
Exportations nettes (contribution)	0,0	- 0,3	-0,6	-0,3
Exportations	- 4,8	0,3	-4,7	1,5
Importations	- 4,4	1,4	-2,3	2,3
Emploi salarié marchand (moyenne annuelle)	- 2,0	- 0,9	- 1,9	- 0,7
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	0,4	1,4	0,3	1,4
Prix à la consommation (glissement annuel)	1,2	1,3	1,1	1,3
Déflateur du PIB (moyenne annuelle)	1,7	1,6	0,7	1,0
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (m. annuelle)	1,6	0,8	1,6	0,9
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,4	1,0	0,9	0,6
Taux d'épargne des ménages (en %)	16,4	16,2	16,0	15,8
Capacité de fin. des APU (en points de PIB)	- 5,6	- 5,2	- 5,4	- 5,6

Direction générale du Trésor et de la Politique économique

139 rue de Bercy – Télédoc 647 – 75575 Paris CEDEX 12
Téléphone : 01 44 87 18 51 – Télécopie : 01 53 18 97 74

Conception : studio graphique du SIRCOM